

A LIRE AVANT DE COMPLETER LE FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION

L'acquisition des investissements pour lesquels une subvention est sollicitée ne doit pas être effectuée avant le dépôt du dossier de demande d'aide auprès du Conseil départemental :

- Le demandeur recevra un courrier attestant la réception de son dossier par le Département et l'autorisant à engager ses dépenses. Pour autant, cet accusé de réception ne vaut pas attribution d'une subvention.
- Si le dossier est incomplet, le demandeur sera tenu de répondre à toute demande de précisions ou compléments au dossier.

OBJET DU PLAN :

Afin de maintenir une pêche et une aquaculture professionnelle de qualité, moderne et responsable, le Conseil départemental de la Haute-Savoie soutient et encourage le développement de la filière par la mise en place de subvention visant les activités de pêche, de production, de transformation, de conditionnement, de stockage et de commercialisation.

Il s'agit de soutenir d'une part, les petits équipements et matériels spécifiques liés aux activités de pêche et d'aquaculture (s'adresse aux professionnels de la filière), et d'autre part, les investissements liés aux aménagements de places de port et de cabanes de pêche aux bords des lacs Léman et d'Annecy (s'adresse aux collectivités riveraines des lacs). La recherche d'un cofinancement du fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et de l'aquaculture (FEAMPA) et de la Région à travers son plan de filière aquacole 2023-2027, est toutefois à privilégier dans la mesure du possible.

BENEFICIAIRES ELIGIBLES :

- **Pêcheurs professionnels** et **aquaculteurs** affiliés à la Mutuelle Sociale Agricole (MSA) à titre principal ou secondaire à jour de leurs cotisations sociales et fiscales,
- **Collectivités locales** riveraines des lacs Léman et d'Annecy

CADRE D'INTERVENTION :

- Subvention octroyée aux professionnels de la filière dans le cadre des aides de *minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, soit 30 000€ maximum par exploitation tous financeurs publics confondus sur les trois derniers exercices fiscaux (dont celui en cours).

Une attestation sur l'honneur de déclaration des aides publiques aides de *minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture perçues par l'entreprise au cours des deux derniers exercices fiscaux et l'exercice fiscal en cours doit être dûment complétée, signée et jointe aux demandes de subvention auprès du Conseil départemental de la Haute-Savoie dans le cadre de ce dispositif. Cette attestation est jointe au formulaire de demande de subvention.

MODALITES D'INTERVENTION :

- **40% pour tous les investissements** liés à une activité de pêche, production, transformation, conditionnement, stockage et commercialisation :
 - **+10% pour les nouveaux installés (moins de 5 ans).**
- Le taux d'aide pourra être abaissé en fonction de la mobilisation d'autres financements publics afin de respecter les plafonds de financement public ;
- **Le plancher de subvention est fixé à 500 € ;**
- Les matériels neufs et d'occasion sont éligibles. Pour le matériel d'occasion, le bénéficiaire doit attester que le matériel est de première main et qu'il n'a pas été subventionné dans les 5 dernières années.

INVESTISSEMENTS ELIGIBLES :

- **Production** : Equipement de pêche, filets de pêche de type « senne », vire filet, etc. ; (hors sondeurs, moteurs et coques de bateau de pêche)
- **Transformation** : hachoir, fumoir, machine sous vide, désarêteuse, écailleuse, fileteuse, etc. ;
- **Commercialisation** : compartiment isotherme, balance, groupe froid, etc..

A SAISIR PAR LE DEMANDEUR

DEMANDEUR :

- N° SIRET :
- Nom et prénom ou raison sociale :
- Statut juridique :
- Nom, Prénom du représentant légal :
- Fonction du représentant légal :
- Nouvel(le) installé(e) (NI) : oui non Si oui date d'installation :

Pour les formes sociétaires :

Nom et prénom des associés exploitants	Date de naissance	NI	Si NI, indiquer la date d'installation
		<input type="checkbox"/>	
		<input type="checkbox"/>	
		<input type="checkbox"/>	

COORDONNÉES :

- Adresse du siège d'exploitation :
- Code postal : Commune : Canton :
- Adresse postale si différente :
- Téléphone fixe : Téléphone portable:
- Courriel du demandeur (obligatoire) :

PRESENTATION :

- Description du maître d'ouvrage / détail du projet / date prévisionnelle de réalisation :

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL :

- Cocher si NON ASSUJETTI A LA TVA (remplir le tableau en TTC et barrer HT)

Dépenses	Montants en € HT	Recettes	Montants sollicités	Montants acquis
		Europe (<i>préciser le dispositif</i>)		
		État (<i>préciser le dispositif</i>)		
		Région (<i>préciser le dispositif</i>)		
		Conseil départemental 74		
		Autres (Commune(s), PNR, EPCI, etc.)		
		Sous-total financements publics		
		Emprunts		
		Apport personnel		
Total dépenses		Total recettes		

DETAIL DES INVESTISSEMENTS ET SUBVENTIONS SOLLICITEES :

Nature des dépenses	Fournisseur	Date du devis	Coût HT en €	Subvention sollicitée	
				Taux	Montant €
PRODUCTION : Sondeur, équipement de pêche, filets de pêche, vire filet, moteur, coque, etc.					
TRANSFORMATION : Hachoir, fumoir, machine sous vide, désarêteuse, écailleuse, fileteuse, etc.					
COMMERCIALISATION : Compartiment isotherme, balance, groupe froid, etc.					
TOTAL INVESTISSEMENT				TOTAL SUBVENTION	

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je soussigné(e),
représentant(e) légal(e) de la structure,

- Atteste ne pas avoir démarré les travaux objet de la présente demande ;
- M'engage à réaliser les travaux dans un délai maximum de 3 ans à compter de la date de notification de la subvention du Département ;
- Atteste de la véracité de la déclaration des aides publiques aides de *minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture perçues par mon entreprise au cours des deux derniers exercices fiscaux et de l'exercice fiscal en cours et jointe à la présente demande de subvention ;
- M'engage à satisfaire aux contrôles découlant de l'attribution éventuelle d'une subvention ;
- Déclare que la structure est en règle au regard de l'ensemble des déclarations sociales et fiscales ainsi que des cotisations et paiements y afférant ;
- Certifie exactes les informations du présent dossier ;
- M'engage à fournir toutes pièces justificatives et accepter les contrôles ;
- M'engage à informer le Conseil départemental de la Haute-Savoie préalablement à toute modification du projet ou des engagements ;

- Atteste ne pas avoir fait l'objet de condamnation pénale devenue définitive au cours des trois dernières années sur les conditions requises dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène et du bien-être des animaux ;
- Déclare être informé qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur ;
- M'engage à respecter les conditions de communication et de valorisation de la subvention départementale qui me seront communiquées lors de l'attribution de la subvention ;
- Demande une subvention du Conseil départemental de la Haute-Savoie de : €

Fait à : _____, le _____

Signature et cachet de l'entreprise

PIECES A JOINDRE AU PRESENT FORMULAIRE :

- Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible) ;
- Kbis ou attestation INSEE ;
- Attestation récente d'affiliation à la Mutualité Sociale Agricole précisant que le bénéficiaire est exploitant agricole ;
- Attestation sur l'honneur de déclaration des aides publiques de *minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture perçues signée ;
- Devis détaillés des investissements objets de la demande de subvention (pour le matériel neuf et d'occasion) ;
- Certificat justifiant que l'exploitation est certifiée en agriculture biologique ou en démarche de conversion, le cas échéant ;
- Certificat de conformité nouvel(le) installé(e) ou décision d'attribution de la dotation Jeune Agriculteur, le cas échéant ;
- Pour le matériel d'occasion : copie de la facture initiale relative à l'achat du matériel neuf et déclaration comptable ou déclaration sur l'honneur du cédant datée et signée justifiant que le matériel n'a pas déjà été soutenu par un financement public sur les 5 dernières années.

FORMULAIRE A ENVOYER PAR VOIE POSTALE A L'ADRESSE SUIVANTE :

Département de la Haute-Savoie
Monsieur le Président
DATDD - Service Agriculture et Forêt
1, avenue d'Albigny
CS 32444
74041 Annecy Cedex



ATTESTATION SUR L'HONNEUR

DECLARATION DES AIDES PUBLIQUES « DE MINIMIS » DANS LE SECTEUR DE LA PECHE ET DE L'AQUACULTURE PERCUES PAR L'ORGANISME OU L'ENTREPRISE

A insérer dans toutes les demandes d'aide au titre du règlement (UE) n°717/2014 de la Commission européenne du 27 juin 2014, modifié par le règlement (UE) n°2023/2391 de la Commission européenne du 4 octobre 2023, relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de *minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture.

ANNEXE 1 (page 1/2)

Ce document est à compléter, signer et joindre à votre demande de subvention auprès du Conseil départemental de la Haute-Savoie. Veillez à bien en conserver une copie.

Je suis informé(e) que la présente aide relève du régime de *minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, conformément au règlement (UE) n°717/2014 de la Commission européenne du 27 juin 2014, modifié par le règlement (UE) n°2023/2391 de la Commission européenne du 4 octobre 2023, relatifs à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de *minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture.

Les aides de *minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture sont plafonnées à 30 000 € par exploitation tous financeurs publics confondus sur les trois derniers exercices fiscaux (dont celui en cours).

Le plafond d'aides de *minimis* est comptabilisé par « entreprise unique ». La notion d'« entreprise unique » est définie dans la notice explicative jointe à cette annexe (paragraphe 4). Il convient d'inscrire également dans les tableaux les aides de *minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture considérées comme transférées à votre entreprise en cas d'acquisition, de fusion ou de scission d'entreprise (voir notice explicative paragraphe 3).

J'atteste sur l'honneur :

- A) avoir reçu (décision d'octroi ou, à défaut, montant payé) au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre des **aides dites de *minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture** (en référence au règlement (UE) n°717/2014 modifié) :

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres) ¹	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision)	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant payé si absence de décision)
Total (A) des montants d'aides de <i>minimis</i> dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture déjà reçus		Total A =	€

B) avoir demandé mais pas encore reçu ni la décision correspondante ni le paiement relatif à la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre des aides dites de *minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture (en référence au règlement (UE) n°717/2014 modifié) :

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres) ¹	Date de la demande	Montant demandé
Total (B) des montants d'aides de <i>minimis</i> dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture déjà demandés mais pas encore reçus			Total B = €

C) demander, dans le présent formulaire, une aide relevant du régime de *minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture (en référence au règlement (UE) n° 717/2014 modifié) :

Montant (C) de l'aide demandée dans le présent formulaire	C =	€
Total [(A)+(B)+(C)] des montants à comptabiliser sous le plafond de <i>minimis</i> dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture	A+B+C =	€
Dates de démarrage et clôture de l'exercice fiscal :		

Si la somme totale des montants d'aides de *minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture reçus et/ou demandés mais pas encore reçus [(A)+(B)+(C)] excède 30 000 €, l'aide demandée (C) dans le présent formulaire ne sera pas accordée ; sauf si l'instruction assurée par l'autorité publique peut écarter le dépassement de la demande d'aide et octroyer une aide à hauteur d'un montant permettant de respecter les seuils imposés par la réglementation relative aux aides de *minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture sur les 3 derniers exercices fiscaux.

Cases à cocher :

- Je déclare avoir mentionné sur la présente annexe l'ensemble des aides de *minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture reçues au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents.
- Je m'engage à conserver tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration pendant dix (10) exercices fiscaux à compter de la date d'octroi de l'aide demandée.
- J'atteste sur l'honneur ne pas avoir reçu d'aides de *minimis* au titre d'autres règlements (règlements de *minimis* entreprise, de *minimis* dans le secteur de l'agriculture ou de *minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général).
- Ou J'atteste sur l'honneur avoir reçu, ou demandé mais pas encore reçu, des aides de *minimis* au titre d'autres règlements (règlements de *minimis* entreprise, de *minimis* dans le secteur de l'agriculture ou de *minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général). Dans ce cas, je complète également l'annexe 1 bis.

Nom et prénom du représentant légal de l'entreprise, date et signature, cachet (le cas échéant)

Les informations sollicitées sont obligatoires. À défaut, votre demande ne pourra pas être traitée.

ANNEXE 1 Bis (page 1/2)

Complément à l'annexe 1 à remplir obligatoirement et uniquement par les entreprises exerçant, en plus des activités de pêche et aquacoles, d'autres activités (agriculture, transformation, commercialisation, SIEG) au titre desquelles elles ont reçu des aides dites *de minimis*.

- A) Si mon entreprise exerce, en plus des activités de pêche et aquacoles, des activités dans le secteur de la agriculture au titre desquelles elle a reçu des aides dites de *minimis* dans le secteur de l'agriculture (en application du règlement (UE) n°1408/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013, modifié par le règlement (UE) n°2023/2391 de la Commission européenne du 4 octobre 2023),

J'atteste sur l'honneur avoir reçu et/ou demandé mais pas encore reçu, au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux derniers exercices fiscaux la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre des aides dites de *minimis* dans le secteur de l'agriculture (en application du règlement (UE) n°1408/2013 modifié) :

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres) ¹	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision) ou de demande de l'aide non encore reçue	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant payé si absence de décision) ou montant demandé si l'aide n'a pas été encore reçue
Montant (D) des aides reçues et/ou demandées mais pas encore reçues au titre du régime d'aides de <i>minimis</i> dans le secteur de l'agriculture		Total (D) =	€
Total des montants des aides de <i>minimis</i> dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture [(A)+(B)+(C)] en annexe 1 et dans le secteur de l'agriculture (D) en annexe 1bis		[(A)+(B)+(C)]+(D) =	€

Si la somme totale des montants d'aides de *minimis* dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture reçus et/ou demandés mais pas encore reçus [(A)+(B)+(C)]+(D) excède 30 000 €, l'aide demandée (C) dans le présent formulaire ne sera pas accordée ; sauf si l'instruction assurée par l'autorité publique peut écarter le dépassement de la demande d'aide et octroyer une aide à hauteur d'un montant permettant de respecter les seuils imposés par les différents règlements de *minimis* sur les 3 derniers exercices fiscaux.

- B) Si mon entreprise exerce, en plus des activités de pêche et aquacoles, des activités non liées à la production primaire de produits de la pêche et de l'aquaculture au titre desquelles elle a reçu des aides de *minimis* entreprise (en application du règlement (UE) n° 2023/2831 de la Commission européenne du 13 décembre 2023),

J'atteste sur l'honneur avoir reçu et/ou demandé mais pas encore reçu, au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre des aides dites de *minimis* entreprise (en application du règlement (UE) n° 2023/2831) :

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres) ¹	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision) ou de demande de l'aide non encore reçue	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant payé si absence de décision) ou montant demandé si l'aide n'a pas été encore reçue
Total (E) des aides reçues et/ou demandées mais pas encore reçues au titre du régime d'aides de <i>minimis</i> entreprise		Total (E) =	€
Total des montants des aides de <i>minimis</i> dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture [(A)+(B)+(C)] en annexe 1, dans le secteur de l'agriculture (D) et entreprise (E) en annexe 1bis		[(A)+(B)+(C)]+(D)+(E) =	€

Si la somme totale des montants d'aides de *minimis* entreprise et celles dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture reçus et/ou demandés mais pas encore reçus [(A)+(B)+(C)]+(D)+(E) excède 300 000 €, l'aide demandée (C) dans le présent formulaire ne sera pas accordée ; sauf si l'instruction assurée par l'autorité publique peut écriéter le dépassement de la demande d'aide et octroyer une aide à hauteur d'un montant permettant de respecter les seuils imposés par les différents règlements de *minimis* sur les 3 derniers exercices fiscaux.

C) S'il a été confié à mon entreprise un service d'intérêt économique général (SIEG) au titre duquel elle a reçu des aides de *minimis* SIEG (en application du règlement (UE) n°360/2012 de la Commission du 25 avril 2012, modifié par le règlement (UE) n°2023/2391 de la Commission du 4 octobre 2023),

J'atteste sur l'honneur avoir reçu et/ou demandé mais pas encore reçu, au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre des aides dites de *minimis* SIEG (en application du règlement (UE) n°360/2012 modifié) :

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres) ¹	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision) ou de demande de l'aide non encore reçue	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant payé si absence de décision) ou montant demandé si l'aide n'a pas été encore reçue
Total (F) des aides reçues et/ou demandées mais pas encore reçues au titre du régime d'aides de <i>minimis</i> SIEG		Total (F) =	€
Total des montants des aides de <i>minimis</i> dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture [(A)+(B)+(C)] en annexe 1, dans le secteur de l'agriculture (D), entreprise (E) et SIEG (F) en annexe 1bis		[(A)+(B)+(C)]+(D)+(E)+(F) =	€

Si la somme totale des montants d'aides de *minimis* entreprise et SIEG et celles dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture reçus et/ou demandés mais pas encore reçus [(A)+(B)+(C)+(D)+(E)+(F)] excède 500 000 €, l'aide demandée (C) dans le présent formulaire ne sera pas accordée ; sauf si l'instruction assurée par l'autorité publique peut écriéter le dépassement de la demande d'aide et octroyer une aide à hauteur d'un montant permettant de respecter les seuils imposés par les différents règlements de *minimis* sur les 3 derniers exercices fiscaux.

Cases à cocher :

- Je déclare avoir mentionné sur la présente annexe l'ensemble des aides de *minimis* reçues au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents ;
- Je m'engage à conserver tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration pendant dix (10) exercices fiscaux à compter la date d'octroi de l'aide demandée.

Nom et prénom du représentant légal de l'entreprise, date et signature, cachet (le cas échéant)

Les informations sollicitées sont obligatoires. À défaut, votre demande ne pourra pas être traitée.

NOTICE EXPLICATIVE (pour compléter les annexes 1 et 1 bis)

1. Précisions

Comment savoir si une aide est qualifiée d'aide de *minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture ? La nature « de *minimis* » de l'aide est précisée sur le dossier de demande d'aide. Ce dossier fait référence au règlement (UE) n°714/2014 lorsqu'il s'agit d'une aide de *minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture. Les aides de *minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture peuvent prendre différentes formes (fonds d'allègement des charges, prise en charge de cotisations sociales, crédits d'impôts, aides de crises, etc.). En cas de doute, vous pouvez appeler l'autorité publique responsable de l'instruction de l'aide (DDT(M), services fiscaux, MSA, collectivités territoriales, etc.).

Comment calculer le plafond si vous avez bénéficié d'une aide de *minimis* à titre personnel (par exemple sous forme de prise en charge de cotisations sociales) **et que vous exercez votre activité au sein de différentes entreprises de pêche et/ou aquacoles** (plusieurs SIREN) ? Vous devez répartir le montant de l'aide, au choix : soit à parts égales entre les différentes entreprises de pêche et/ou aquacoles, soit au prorata du revenu provenant de chaque société.

2. Non cumul des plafonds d'aides de *minimis* au-delà du plafond le plus élevé

Les entreprises ayant bénéficié :

- d'aides de *minimis* dans le secteur de l'agriculture au titre de leurs activités agricoles (plafond de 20 000 €),
- d'aides de *minimis* entreprise au titre de leurs activités non liées à la production primaire de produits de la pêche et de l'aquaculture (plafond de 200 000 €),
- d'aides de *minimis* SIEG (services d'intérêt économique général, plafond de 500 000 €),

Doivent remplir, en plus de la présente déclaration, l'**annexe 1 bis** du présent document.

Dans le cas où votre entreprise a bénéficié, en plus des aides de *minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, d'aides de *minimis* entreprise, de *minimis* dans le secteur de l'agriculture ou de *minimis* SIEG dans le respect de leur plafond individuel respectif :

- le plafond maximum d'aides est de **30 000 €** en cumulant les aides de *minimis* dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture,
- le plafond maximum d'aides est de **300 000 €** en cumulant les aides de *minimis* entreprise et celles dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture,
- le plafond maximum d'aides est de **500 000 €** en cumulant les aides de *minimis*, entreprise et SIEG et celles dans le secteur de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture.

3. Transferts des encours de *minimis* en cas d'acquisition, fusion, scission d'une entreprise

Si votre entreprise a repris une autre société dans le cadre de fusions ou acquisitions, et/ou a fait l'objet d'une scission en deux sociétés distinctes ou plus, **elle doit tenir compte des aides de *minimis* reçues par la (ou les) entreprise(s) pré-existante(s)** dans le calcul de son plafond d'aides de *minimis*.

En cas de fusion ou acquisition (reprise totale) d'une entreprise, la totalité des aides de *minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture et de *minimis* entreprise accordées à cette entreprise au cours de l'année fiscale en cours et des deux années fiscales précédentes sont à comptabiliser dans le cumul des aides de *minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture et entreprise du repreneur. Afin d'identifier ces aides considérées comme transférées à votre entreprise lorsque vous remplissez les annexes 1 et 1 bis, le numéro SIREN auquel elles ont été attribuées doit être indiqué.

Si la somme des aides de *minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, ainsi comptabilisées dans le cumul des aides de *minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture du repreneur, génère un dépassement de plafond d'aides de *minimis*, il ne sera pas demandé au repreneur de remboursement dans la mesure où ces aides ont été préalablement légalement octroyées. Par contre, le repreneur ne pourra pas être éligible à de nouvelles aides de *minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture tant que le plafond d'aides de *minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture calculé sur 3 exercices fiscaux glissants ne sera pas repassé en dessous de 30 000€.

En cas de scission en deux entreprises distinctes ou plus, il faut répartir les aides de *minimis* entreprise et de *minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture reçues avant la scission entre les différentes sociétés (résultant de la scission) en ne retenant dans le plafond d'aide de *minimis* de chacune que la part des aides de *minimis* versées au titre des activités conservées par celle-ci. Si une telle allocation n'est pas possible, les aides de *minimis* sont alors réparties proportionnellement sur la base de la valeur comptable du capital des nouvelles entreprises à la date effective de la scission.

4. Notion « d'entreprise unique »

Le numéro SIREN est le seul sous lequel les aides de *minimis* peuvent être comptabilisées. Des sociétés ayant un numéro SIREN commun, mais disposant chacune d'un numéro SIRET qui lui est propre, constituent une entreprise unique.

Si votre entreprise de pêche et/ou aquacole relève de la définition « d'entreprise unique », **vous disposez d'un seul plafond d'aides de *minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture de 30 000 € commun à l'ensemble des entreprises assimilées à une seule et même « entreprise unique ».** Dans ce cas, il faut absolument vérifier en complétant les annexes 1 et 1 bis que votre entreprise comptabilise bien à la fois les aides de *minimis* qui lui ont été octroyées avec celles des autres sociétés composant l'entreprise unique au titre du règlement (UE) n°717/2014 modifié. Ainsi, l'attestation sur l'honneur (en annexe 1 et 1 bis) prévoit que pour chaque aide de *minimis* octroyée soit indiquée le numéro SIREN de la société l'ayant reçue au sein de l'entreprise unique.

Par ailleurs, sont également considérées comme une entreprise unique, deux ou plusieurs sociétés ayant des numéros SIREN différents et entretenant entre elles au moins l'une des quatre relations suivantes :

- une entreprise a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une autre entreprise, ou
- une entreprise a le droit de nommer ou révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une autre entreprise, ou
- une entreprise a le droit d'exercer une influence dominante sur une autre entreprise en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci, ou
- une entreprise actionnaire ou associée d'une autre entreprise contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette autre entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

5. Entreprises en difficulté :

Les entreprises faisant l'objet d'une procédure collective d'insolvabilité ne sont pas éligibles aux aides de *minimis* octroyées sous forme de prêts ou de garanties.